

Cinq hommes pour gérer un pays

En seconde ligne derrière le Premier ministre Charles Michel, quatre vice-Premier ministres devraient faire tourner le gouvernement fédéral pendant cinq ans:

Jan Jambon, Didier Reynders, Kris Peeters
et Alexander De Croo.

MARTIN BUXANT.

Ya de la rumba dans l'air. On pourrait – sans trop se tromper – écrire que la Belgique est coupée en deux depuis mardi soir et l'avènement de la suédoise. À droite, on sifflote et on savoure cette coalition gouvernementale à laquelle l'absence du Parti socialiste confère sa saveur, tandis qu'à gauche, c'est la gueule de bois, la rage de voir quatre formations politiques ancrées à droite s'emparer des structures de l'État fédéral. L'exécutif Michel I^{er} veut boutiquer son entrée sur scène à la vitesse d'un F-35 et lissait mercredi soir les derniers détails du partage des compétences.

Mais il est d'ores et déjà quasi entendu que Charles Michel s'appuiera sur un quartet masculin pour mener sa politique: Jan Jambon (N-VA), Didier Reynders (MR), Kris Peeters (CD&V) et Alexander De Croo (Open VLD) seront ses vice-Premier ministres. Seul De Croo n'était pas encore 100% certain de figurer dans le dernier carré à l'heure de boucler cette édition.

Et aujourd'hui, mesdames et messieurs, c'est jour de congrès. À Anvers, le président de la N-VA Bart De Wever va porter la bonne parole et marteler, grosso modo, un seul et même message devant ses troupes: nous avons libéré le pays de 26 ans de socialisme. Ceci devrait lui suffire à faire passer la pilule d'un Premier ministre francophone à la partie de la plus rabique de ses troupes sans trop de problème. De leur côté, les libéraux francophones seront (aussi) en congrès ce jeudi soir à Bruxelles – où on ne manquera

certainement pas d'ovationner le quasi-Premier ministre Charles Michel. Les derniers points d'interrogation de cette suédoise concernent évidemment des problèmes de personnes. Le MR, seule composante francophone de l'attelage, doit gérer l'abondance. «Un problème de riches», grince un vieux singe libéral. Prenez le département de la Justice par exemple: rien moins que quatre candidats – à des degrés de crédibilité divers – se bousculent au portillon: la Liégeoise Christine Defraigne, la Hennuyère Marie-Christine Marghem, les Bruxellois Vincent De Wolf et Alain Courtois. On va donc jouer des coudes, mais la désignation des postes ministériels, «c'est le

privilège du président», atteste un candidat ministre. Mais de quel président parle-t-on au fait: car il est entendu qu'Olivier Chastel remplacera Charles Michel comme président du Mouvement réformateur. Pratique: c'est un ultra-proche du nouveau Premier ministre. Et Michel fait donc là d'une pierre deux coups, pas besoin de craindre une OPA hostile sur le boulevard de la Toison d'Or.

Si les compétences que reçoit chaque formation politique doivent être connues après cette ultime soirée de négociation – toujours en cours à l'heure de boucler cette édition, il n'est pas question en revanche de distribuer officiellement les maroquins ministériels avant les congrès. «Cela créerait une ambiance particulière avec des gagnants et des perdants», souligne un libéral. Cette distribution digne de Saint-Nicolas aura plutôt lieu ce vendredi.

Prestation de serment

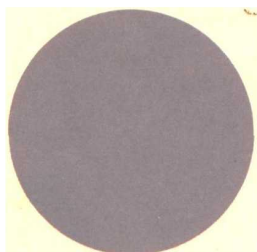
Et une fois les congrès de participation dans le dos, rendez-vous samedi pour la prestation de serment de tout ce petit monde: 18 membres de gouvernement (14 ministres et 4 secrétaires d'État), soit un de moins que

dans l'équipe sortante Di Rupo. À noter – ce n'est pas anodin – que le poste de Premier ministre est flanqué sur le quota francophone, ce qui induit donc qu'il n'est pas neutre et asexué communautaire. Dans la foulée de la prestation de serment, mardi, au Parlement, le Premier ministre posera l'acte fondateur du gouvernement Michel I^{er} puisqu'il formulera sa première déclaration gouvernementale. Jeudi, les parlementaires seront appelés à voter la confiance au nouveau gouvernement, le tout, emballé/pesé, sous la présidence du nationaliste flamand Siegfried Bracke.

À noter: dans l'ensemble de ces séquences, le Palais royal semble tenir un rôle moins cardinal que lors des épisodes analogues sous Di Rupo. Certes, Charles Michel met toujours un point d'honneur à inclure Philippe dans le processus, mais les nationalistes flamands, mammouth de la coalition, n'ont évidemment pas le même genre de déférence vis-à-vis de l'institution monarchique. Même s'ils jouent le jeu, Bart De Wever ne doit pas être mécontent d'être en mission en Chine alors que ses ministres et secrétaires d'État devront prêter serment entre les mains du Roi.

«On a au moins quatre candidats ministres de la Justice.»

UN RESPONSABLE LIBÉRAL



? (MR)
Président du Sénat



**CHARLES
MICHEL**
Premier Ministre



SIEGFRIED BRACKE
Président de la Chambre



DIDIER REYNDERS
Vice-Premier et ministre
des Affaires étrangères



JAN JAMBON
Vice-Premier et ministre



KRIS PEETERS
Vice-Premier et ministre



**ALEXANDER
DE CROO**
Vice-Premier et ministre



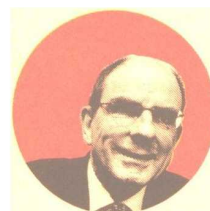
CHRISTINE DEFRAIGNE
Ministre ?



DENIS DUCARME
Ministre ?



JOHAN VAN OVERVELDT
Ministre



KOEN GEENS
Ministre



MAGGIE DE BLOCK
Ministre



VALÉRIE DE BUE
Ministre ?



JEAN-LUC CRUCKE
Ministre ?



THEO FRANCKEN
Ministre



PIETER DE CREM
Secrétaire d'Etat



BART TOMMELEIN
Secrétaire d'Etat ?



WILLY BORSUS
Ministre



ELKE SLEURS
Secrétaire d'Etat ?



STEVEN VANDEPUT
Secrétaire d'Etat ?

La «suédoise», une coalition pleine de dangers

ANALYSE
NATHALIE BAMPS

Coalition «suédoise» ou coalition «kamikaze»? Laquelle de ces deux appellations se relèvera-t-elle vraie? Quelles sont les épées Damoclès qui pointent sur sa tête? Réponses.

1 Quelles sont les forces de cette coalition suédoise?

Elle est marquée idéologiquement à droite. «Personne ici n'y fait le grand écart entre les deux pôles du paysage politique. Lorsqu'il faudra trouver des consensus sur les dossiers, cela devrait faciliter les choses», dit Dave Sinardet, politologue à la VUB. Et le fait de n'avoir «que» quatre partis autour de la table devrait aussi jouer en sa faveur. «Elle se place aussi dans une tendance de fond qu'on retrouve ailleurs en Europe», remarque aussi Jean Faniel (Crisp).

La longueur de la période de formation (139 jours), qui peut paraître un élément négatif (c'est la plus longue formation d'un gouvernement où le communautaire est absent du menu) peut aussi laisser penser qu'ils ont pu désamorcer les points de désaccords. La vie devrait donc y être (théoriquement) plus sereine.

2 Sur quoi pourrait-elle trébucher?

Idéologiquement, le gouvernement paraît assez homogène. Quoi que... Durant les négociations, un clivage est apparu au sein du groupe néerlandophone, entre d'un côté le CD&V – qui endosse le costume de «parti de centre-gauche» –, et la N-VA et le VLD. Le CD&V, coincé dans ce nouveau rôle, va sentir la pression des lobbies de gauche sur ses seules épaules. «La Flandre pensait qu'en se débarrassant du PS, elle serait aussi débarrassée de cette tension gauche-droite», analyse Sinardet. Ce ne sera peut-être pas aussi simple...

Paradoxalement, la proximité de l'Open VLD et de la N-VA pourrait aussi représenter un danger. Ces deux partis chassent sur les mêmes terres. De là à s'embarquer dans une surenchère pour paraître plus «libéral», il y a un pas... qu'ils ont déjà commencé à franchir durant les négociations.

Autre écueil: l'absence de majorité

miroir du côté francophone. Le PS et le cdH ont beau dire qu'ils joueront la loyauté fédérale, la nécessité de respecter le pacte budgétaire pourrait venir troubler la fête... Quand on parle de risque de bras-de-fer, on est donc proche de la vérité.

Sur le front social aussi, le cocktail est explosif. Le CD&V va être constamment mis sous pression. Son aile gauche, à la lecture des mesures, n'en ressort pas avec beaucoup d'acquis. Et pas sûr que le dossier Arco suffise comme monnaie d'échange. «La CSC est déjà montée au front avec force, elle a voulu montrer qu'elle ne se laisserait pas acheter, va-t-elle se tenir à carreau?», se demande Faniel.

Enfin, le danger le plus évident, c'est la présence même de la N-VA. «Un parti nationaliste au fédéral, ce n'est pas une première. On a déjà eu dans le passé la Volksunie», rappelle Dave Sinardet. Mais elle n'était pas séparatiste. Alors, comment la N-VA, qui a – a priori – lissé son profil, se comportera-t-elle, surtout en voyant approcher la ligne d'arrivée de 2019? Personne ne sait. Le MR, lui, devra faire gaffe à ne pas se prendre les pieds dans le tapis communautaire... Car même si on ne parle pas de réforme de l'État, d'autres dossiers portent les germes de tensions: la gestion de la SNCB, le survol de Bruxelles.

3 La lisibilité du clivage gauche-droite va-t-elle réconcilier le citoyen avec le politique?

Pour Dave Sinardet, le débat démocratique va en tout cas ressortir gagnant. «On a un schéma plus intéressant qu'un jeu politique au centre». Le changement, il est bel et bien là... Enfin, presque, nuance Jean Faniel. Car si on y regarde l'échiquier politique, à part Ecolo, tout le monde reste associé au pouvoir. PS et cdH sont aux manettes de la région et la fédération. Le MR au fédéral. Et ils vont quand même mener le même genre de politique, une politique de rigueur. Faniel pointe aussi un autre bémol: le dossier pension. «On peut le comprendre quand on sait qu'il fallait donner des gages de réforme à l'Europe pour lui faire accepter le report de l'équilibre budgétaire, mais tactique-

ment, vis-à-vis de la population, cela pourrait faire office de chiffon rouge...» Sans compter que le gouvernement donne l'image de celui qui a renié ses promesses électorales. Et ça, c'est exactement le genre de chose qui fait pester le citoyen...

4 Quelle chance de survie?

Ce n'est pas faire preuve de pessimisme exagéré que de dire que ce nouveau gouvernement ne respire pas l'enthousiasme débridé. «On aurait pu croire, du côté flamand, qu'il y aurait une dynamique franchement

plus positive», remarque Dave Sinardet. Pensez, une coalition sans les socialistes, chose que l'on n'a plus vue depuis 27 ans, ils en rêvaient. Alors, on peut se demander: qui tirera la prise, et quand? «Il ne faut jamais exclure la possibilité d'élections anticipées, tout dépendra des sondages. Mais le fait qu'il n'y ait pas d'alternative devrait logiquement faire qu'il tiendra le coup», pense Sinardet. Pour Jean Faniel, le MR n'aura en tout cas aucun intérêt à faire sauter les fusibles. Pour revenir devant l'électeur et devant les autres partis en donnant raison à ceux qui le traitaient de «kamikaze»? Jamais...

5 Le MR a-t-il bien fait d'accepter le poste de 1er ministre?

En termes d'image sur le banc francophone, il sera plus difficile de faire passer le message que ce gouvernement est dominé par les Flamands si le Premier ministre est francophone, estime Dave Sinardet. «Le Premier, c'est quand même lui le patron...» Quant au fait qu'il soit comptabilisé sur le quota francophone, c'est évidemment une particularité qui n'arrive... qu'aux francophones. Mais pour les Flamands, vu la surreprésentation du MR (7 postes ministériels), cela n'a rien d'illogique...

«On aurait pu croire, du côté flamand, qu'il y aurait une dynamique franchement plus positive.»

DAVE SINARDET
POLITOLOGUE (VUB)

ÉDITORIAL**MARTINE
MAELSCHALCK***Éditorialiste en chef***Face à une coalition de centre-droit inédite**

Un boulevard pour l'opposition?

L'avènement du gouvernement Michel Ier, première coalition de centre-droit depuis l'ère Martens-Gol, ouvre-t-il pour autant un boulevard pour l'opposition de gauche? Ce n'est pas si simple. Bien sûr, certaines mesures annoncées par la nouvelle équipe, qu'elles concernent les pensions, l'indexation ou les chômeurs de longue durée, sont de nature à faire descendre dans la rue tout ce qui porte une chasuble rouge ou verte. Et les travailleurs dans la rue, c'est évidemment un handicap pour un gouvernement qui a mis sa priorité sur la relance de l'économie. Sauf que, dans un premier temps du moins, la CSC pourrait être un peu gênée aux entournures puisqu'elle vient d'obtenir un joli cadeau avec l'indemnisation des coopérateurs d'Arco. Sauf que ce n'est pas comme si nous avions été privés de

grèves ou de manifestations sous la précédente législature. L'exaspération d'une partie croissante de la population est un phénomène réel, qui se traduit d'ailleurs par un large soutien au service minimum en cas de grève sauvage.

Il y a une 6^e réforme de l'État à mettre sur les rails. Chacun sera donc en principe tenu de se montrer raisonnable.

Et du côté de l'opposition politique? En Flandre, les socialistes et les écologistes ne représentent plus une force bien menaçante.

En Wallonie et à Bruxelles, c'est une autre histoire. Mais pour autant, le PS ou le cdH ne jouent pas sur du velours. Bien sûr, les socialistes d'Elio Di Rupo sont profondément blessés d'avoir été éjectés du pouvoir fédéral. Bien sûr, le cdH doit s'en tenir à la posture offusquée qui l'a poussé à refuser de monter au fédéral. Et bien sûr, ils n'auront pas de mots assez durs pour critiquer le MR, seul parti francophone de la coalition. Mais pour le reste, il y a une 6^e réforme de l'État à mettre sur les rails. Une réforme que tous les partis (sauf le FDF) ont approuvée et qui nécessite aujourd'hui un minimum de concertation. Chacun sera donc en principe tenu de se montrer raisonnable. D'autant que, même si la formule du gouvernement Michel Ier est inédite sur le plan institutionnel et déplaît idéologiquement aux partis de gauche, elle n'est ni antidémocratique, ni anticonstitutionnelle.